



Printemps arabe: l'échec de la démocratie en Orient?

Par [Alexandre Latsa](#)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Mondialisation.ca, 10 juillet 2013

[Le blog d'Alexandre Latsa](#)

L'armée égyptienne est finalement intervenue pour déposer le président Mohamed Morsi, pourtant premier président démocratiquement élu du pays. Le printemps arabe, né en Tunisie fin 2010, a atteint l'Égypte dès le début 2011 et a abouti au départ du président Moubarak qui dirigeait l'Égypte depuis trente ans.

Les revendications d'une grande partie de la jeunesse égyptienne qui a mené cette révolution dite du Nil ou du Papyrus sur la place centrale du Caire (la place Tahrir) ont abouti à des élections libres qui ont vu une déferlante islamique.

En effet, aux premières élections législatives de l'après Moubarak, qui a vu une participation de 55%, les frères musulmans ont obtenu 44,6 % des voix, concurrencés seulement par les plus radicaux qu'eux, les salafistes, qui ont obtenu 22,5% des voix, le premier parti pseudo libéral obtenant seulement 7,8% des voix. A l'élection présidentielle de 2012, la scission du pays en deux (Islam-conservateurs contre réformistes) était palpable et l'élection s'est résumée à un duel politique entre un homme de l'époque Moubarak et le candidat des frères musulmans, le scientifique Mohamed Morsi, qui a notamment étudié aux États-Unis. Celui-ci remportera l'élection avec 51,73 % des voix (la participation s'élevant à seulement 45%) et sera investi en juin 2012.

Un an plus tard, il sera donc déposé par l'armée après de nouvelles et immenses manifestations (plusieurs millions de personnes) place Tahrir et ailleurs en Égypte. Les opposants lui reprochent principalement sa piteuse gestion de la situation économique du pays. Ce Week-end, plusieurs centaines de milliers de partisans du président déchu sont eux aussi descendus dans la rue, invoquant eux à juste titre le respect des urnes et la démocratie. Les manifestations ont tourné à l'affrontement entre partisans de Mohamed Morsi et l'armée et en ce 10 juillet 2013 on parle déjà de dizaines de morts et de centaines de blessés.

Il y a là des dilemmes visiblement insolubles pour l'Égypte, pour les pays du printemps arabe et pour la communauté internationale.

La démocratie du printemps arabe a vu l'émergence et la prise de pouvoir de mouvements islam-conservateurs (principalement les frères musulmans) qui étaient soit interdits, soit tenus à l'écart de la vie politique par les anciens pouvoirs laïcissants issus de la guerre froide. Ce retour au pouvoir des clergés et d'un Islam politique a accentué les batailles d'influences trans-territoriales entre confréries, menant à la situation que l'on connaît par exemple en Syrie. Ce pays fait en effet face à une [guerre](#) au niveau régional et confessionnel, ou le

courant sunnite régional le plus radical tente de mettre à mal le croissant chiite en s'attaquant à sa composante la plus hérétique selon lui mais aussi la plus laïque selon les critères occidentaux. La Syrie est ainsi devenue le [champ de bataille](#) par ricochet d'une coalition Russo-chiite qui est en conflit ouvert avec un axe Occidentalo-sunnite.

Le mythe d'un Islam compatible avec la démocratie semble remis en cause.

Les victoires électorales des Frères musulmans en Egypte, en Tunisie ou en Libye, qui auraient pu amener à des cohabitations entre charia et démocratie, ne semblent plus viables. Il y a une crise culturelle profonde qui traverse les sociétés arabo-musulmanes. Les nouveaux régimes issus des élections semblent avoir du mal à bien intégrer la pluralité, qu'elle soit ethnico-culturelle, religieuse ou comportementale. Hormis en Tunisie où les islamistes composent, la situation économique de tous les pays concernés par ces nouveaux régimes est d'ailleurs plus que catastrophique et qui semble inévitablement génératrice de protestations dans un avenir proche, comme c'est le cas en Egypte aujourd'hui.

Les coups d'état militaires et les juntes au pouvoir ont toujours été fermement condamnés par les pays occidentaux, que ce soit en Birmanie, en Grèce ou en Argentine. La mollesse des réactions occidentales face au coup d'état militaire en Egypte démontre bien le dilemme, entre armée et islamisation. Le chef de la diplomatie turque Ahmet Davutoglu a lui tenté d'empêcher une intervention de l'armée contre le président égyptien, en avertissant les capitales européennes hébétées mais cela a échoué.

L'armée apparaît pourtant de plus en plus comme un nouveau pouvoir (ou contre pouvoir) seul à même de maintenir une forme d'équilibre national et de protéger l'équilibre communautaire (et les minorités) face à une islamisation à outrance des pays concernés. Cette tendance n'est pas nouvelle. En Algérie, la victoire des islamistes fut annulée en 1991, plongeant le pays dans une guerre civile de 10 ans durant laquelle l'Armée affronta, jusqu'à sa victoire en 2002, divers groupes islamistes. En Turquie, Recep Erdogan, depuis son élection en 2003, a lui mené d'intensives campagnes pour désactiver l'armée et faire mettre en prison les officiers qui auraient pu s'opposer à l'islamisation lente que le pays connaît, entraînant l'inquiétude des minorités et des laïcs qui ont manifesté récemment. En Syrie, l'armée paraît être aujourd'hui le seul garant du rétablissement de l'ordre constitutionnel mis à mal.

Parmi les nombreux manifestants Egyptiens place Tahrir, certains brandissaient aussi des drapeaux syriens et des portraits de Bashar-El-Assad, traduisant ainsi leur bonne compréhension des événements géopolitiques régionaux mais aussi peut être leur profonde intuition que Syrie et Egypte doivent être unis et non en guerre. Il faut se souvenir qu'historiquement, Egypte et Syrie ont déjà été un seul et même état, pour faire face à la menace communiste d'un côté (qui n'existe plus aujourd'hui) et américaine de l'autre. Est-ce la raison pour laquelle de nombreux manifestants place Tahrir brandissaient également des pancartes dénonçant le soutien américain au candidat Morsi?

Il est certain que des groupes radicaux ne vont pas tarder à menacer l'armée Egyptienne d'un conflit pour le rétablissement du pouvoir islamique arrivé au pouvoir par les urnes. On peut se poser la question de savoir si l'Egypte va désormais connaître une guerre civile larvée sur le modèle de l'Algérie quand les élections de 1991 ont été annulées par l'armée.

Alors que le monde arabo-musulman risque de traverser au cours de ce siècle sa grande guerre interne, politique, confessionnelle et générationnelle. Pour les américains, il semble

que l'agenda de remodelage du [grand moyen orient](#) soit remis aux calendes grecques. Il faut maintenant essayer d'imaginer quelles seront les conséquences directes des ces bouleversements pour les états de la région, et les conséquences possibles et imaginables pour la France, l'Europe et la Russie.

Alexandre Latsa

[Alexandre Latsa](#) est un journaliste français qui vit en Russie et anime le site DISSONANCE, destiné à donner un « autre regard sur la Russie ».

La source originale de cet article est [Le blog d'Alexandre Latsa](#)

Copyright © [Alexandre Latsa](#), [Le blog d'Alexandre Latsa](#), 2013

Articles Par : [Alexandre Latsa](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca